

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

DU LUNDI 12 FÉVRIER 2018

TOGO: PLUS DE 100 MORTS

DANS LA RÉPRESSION DES MARCHES PACIFIQUES DU 19 AOÛT 2017 AU 20 JANVIER 2018

SELON UN RAPPORT D'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE D'ÉTABLISSEMENT DES FAITS

Dans le cadre de leurs activités de monitoring des événements publics au Togo, deux associations de défense des droits de l'Homme, à savoir le **Regroupement des Jeunes Africains pour la Démocratie et le Développement, Section-Togo (REJADD-Togo)** et le **Réseau Africain pour les Initiatives de Droits de l'Homme et de Solidarité (RAIDHS)**, avec le concours du **Groupe de soutien aux droits de l'Homme au Togo (GSDH Togo)**, ont enquêté sur les faits de violence grave dans le contexte des marches pacifiques organisées dans ce pays depuis le 19 août 2017. Rappelons que ces marches répondent au mot d'ordre du Parti National Panafricain (PNP) et de 13 autres partis politiques, rassemblés dans une coalition dénommée C14. Elles ont pour objectif d'obtenir la mise en œuvre des réformes institutionnelles et constitutionnelles prévues depuis 2006 par l'Accord Politique Global (APG) qui avait scellé le dialogue entre les forces politiques togolaises à la suite de la grave crise politique de 2005. Ces réformes ont également été prescrites, en avril 2012, par les conclusions des travaux de la Commission Vérité Justice et Réconciliation (CVJR).

Les deux associations rendent compte de leur activité dans un Rapport préliminaire couvrant la période du 19 août 2017 au 20 janvier 2018, dont des extraits choisis figurent ci-joints.

Depuis le début des années 90, tous les mouvements populaires visant à obtenir pacifiquement un changement de régime au Togo ont fait l'objet d'une « stratégie de la terreur », manifeste ou larvée, du pouvoir en place depuis 51 ans maintenant, et ce en toute impunité. C'est ce triste constat qui a motivé la constitution du **Groupe de soutien aux droits de l'Homme au Togo** au lendemain des premières marches dans le pays en 2017.

Le GSDH Togo attire aujourd'hui l'attention de l'opinion internationale sur le modèle de violations récurrentes et graves des droits de l'Homme, d'impunité totale et de déni de démocratie, que représente le Togo en Afrique. Par ailleurs, il déplore l'étrange politique de l'Union européenne, et en particulier de la France et de l'Allemagne, qui prétendent lutter contre les périls de l'immigration clandestine et du terrorisme sur le Continent, tout en faisant preuve d'une complaisance, voire d'un soutien patent et troublant aux systèmes de gouvernance qui, par la négation cruelle des droits élémentaires et des aspirations légitimes de la jeunesse, constituent la cause profonde de ces phénomènes dramatiques.

Le GSDH Togo entend œuvrer sans relâche à la mise en œuvre des recommandations faites par le Rapport préliminaire. Il exhorte l'Union européenne, et en particulier la France et l'Allemagne, à prendre, sans tergiverser davantage, des mesures sérieuses pour contribuer à l'arrêt des violations massives des droits de l'Homme au Togo.

Enfin, le Groupe appelle les citoyens et les institutions de tous pays, attachés au respect universel des droits de la personne humaine, à soutenir l'action des organisations qui, dans un environnement hostile et dans des conditions précaires, œuvrent pour que ce principe devienne enfin une réalité au Togo également.

Paris et Washington DC, le 12 février 2018

Contacts presse:

Kwassi DADZIE, France: +33-7 88 41 46 75, gsdhtogo@gmail.com

Brigitte AMEGANVI, France: +33-6 12 84 78 21

Adoté Ghandi AKWEI (ex-président de la LTDH), USA: hrdhtogo@gmail.com



GROUPE DE SOUTIEN AUX DROITS DE L'HOMME AU TOGO (partenaire de RAIDHS et de REJADD-Togo)

France • Email: gsdhtogo@gmail.com • Tél: +33-7 88 41 46 75